



La croissance, mythe destructeur ?

Julien Demade

► To cite this version:

Julien Demade. La croissance, mythe destructeur ? : De l'intérêt d'une analogie entre société médiévale et économie contemporaine. 2011, <http://www.editionspapiers.org/laboratoire/la-croissance-mythe-destructeur>. halshs-00704644

HAL Id: halshs-00704644

<https://shs.hal.science/halshs-00704644>

Submitted on 5 Jun 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La croissance, mythe destructeur ? De l'intérêt d'une analogie entre société médiévale et économie contemporaine

Julien Demade (CNRS - LAMOP)

En soi, le terme de croissance ne renvoie qu'à une variation de signe positif, et peut donc s'appliquer à n'importe quoi – et aussi bien, de ce fait, à quelque chose qui fût connoté négativement, par exemple la croissance d'une métastase¹. Mais l'usage réel du terme est bien différent de cette indétermination sémantique, car il tourne autour d'une, et d'une seule acception, ce qui permet de comprendre que, lorsque l'on parle de « la croissance », sans plus de précision, chacun sache pourtant, ou croit savoir, de quoi il s'agit. *It's the economy, stupid !*, ce qui n'a rien d'étonnant, s'agissant de la sphère autour de laquelle se structurent nos sociétés contemporaines, et qui est donc implicitement désignée lorsque rien de précis n'est désigné (il en va de même lorsque l'on parle de « la crise »)². Mais la signification implicite de ce terme est en fait encore beaucoup plus précise :

- D'une part, il ne s'agit avec « la croissance » de la variation que d'une variable bien particulière du système économique : en l'occurrence la valeur ajoutée économique monétairement mesurée, ce que l'on a l'habitude d'appeler le PIB. « La croissance » tout court, celle qui donc résume toutes les autres, c'est celle-là, et pas une autre, ce qui n'a rien de naturel, puisqu'aussi bien d'une part il aurait pu s'agir de la croissance d'une autre grandeur quantitative (le patrimoine, par exemple), d'autre part la mesure quantitative aurait pu porter sur une grandeur autre que la monnaie (telle ou telle production physique, par exemple), et enfin la croissance aurait pu être celle d'une qualité.

1 Ce texte, qui a fait l'objet de présentations à la journée d'études « La croissance médiévale » (AFHE-LAMOP) et au séminaire de Jérôme Baschet (EHESS), s'inscrit dans la préparation d'un livre dont le titre, encore provisoire, est : *Par delà l'(in)utilité : Du sens (de l'étude de l'histoire [médiévale])*. Je remercie pour leurs corrections stylistiques Pierre-Olivier Dittmar et Arno ????. Cet article est diffusé sous licence Creative Commons BY-NC-ND (les deux dernières restrictions n'étant bien sûr pas absolues : simplement, toute exception devra se faire avec mon accord).

2 Afin de dénaturer cet usage commun, je parlerai systématiquement de « la croissance », entre guillemets, lorsque je ferai référence à cette acception usuelle.

- D'autre part, non seulement « la croissance » ne s'intéresse donc qu'à un phénomène bien précis (outre même qu'elle ne s'intéresse qu'à la sphère économique), mais la mesure qu'elle en produit n'est elle aussi que l'une parmi toutes les mesures qui en auraient été possibles – mais qui justement ont été si bien laissées de côté qu'on en a presque oublié que notre façon de mesurer « la croissance » n'a rien de naturel. En effet, « la croissance » telle que nous en parlons sans cesse, est une mesure strictement relative, elle ne s'exprime jamais qu'en pourcents, et par là elle se caractérise par des propriétés mathématiques bien spécifiques (logarithmiques, exponentielles).

Pourquoi rappeler cela ? Parce que la notion, si centrale dans les discours de notre société, s'est de ce fait si bien naturalisée que les choix qui ont présidé à la construction extrêmement restrictive de son acception ont été largement oubliés. Or ces choix, il n'est pas déraisonnable de supposer qu'ils sont liés aux structures propres à nos sociétés contemporaines ; de ce fait, chercher à rétrojeter cette notion, par excellence contemporaine, sur des sociétés tout autres, telle que la société médiévale, ne peut manquer de poser problème. Par exemple, il serait aisé de montrer la difficulté, pour ne pas dire la franche impossibilité, qu'il y aurait à mesurer « la croissance » médiévale, non pas seulement en raison du caractère taiseux des documents du médiéviste, mais plus fondamentalement parce que ce que mesure « la croissance », soit la valeur ajoutée monétairement mesurée, largement n'existait pas, moins parce que l'on se situait dans un système considérablement moins développé (ce qui est par ailleurs exact, quoique à nuancer), que parce que ce système était structuré complètement différemment du nôtre. Il me semble néanmoins d'un intérêt plus général de voir en quoi l'étude des réalités médiévales peut permettre d'opérer un retour critique sur cette notion, si communément non pas seulement employée mais révéree, de « croissance ».

I

Je pars donc de l'idée qu'il peut être intéressant de comparer directement l'économie médiévale avec la nôtre. Que dire de cette comparaison ? Le consensus me paraît être, jusqu'à aujourd'hui, et ceci selon une tradition qui remonte aux moins aux néo-malthusiens (Postan, Abel, Labrousse aussi en quelque sorte), le suivant : l'économie contemporaine est chose strictement humaine, tandis que l'économie médiévale (mais en fait plus largement : pré-industrielle) est caractérisée par l'importance en son sein de la nature comme force productive, comme contrainte structurante ; l'économie contemporaine représenterait donc comme la libération de l'économie par rapport à la nature, son humanisation de part en part, c'est-à-dire sa prise de contrôle par les hommes, la société, dont elle devient par là le vecteur de l'autonomie. Ainsi affranchie de limitations extérieures, l'économie peut *croître* sans entraves (et avec elle la société qu'elle porte). Or précisément, ce que nous commençons à apercevoir est l'exact contraire : la nature, par le biais de ce Janus que sont la déplétion énergétique et le réchauffement climatique³, se rappelle à notre mauvais souvenir comme fondement de la dialectique sociale, remettant ainsi en question la possibilité d'une « croissance » infinie, et réinstallant comme horizon non pas seulement la stase mais bien la décroissance. Nous nous éprouvons à nouveau comme une société limitée, caractérisée par ses seuils, et ce alors même que nous l'avions complètement oublié : si la fascination d'un Abel, d'un Postan ou d'un Le Roy Ladurie pour l'éternel retour qu'étaient les cycles longs de l'économie médiévale⁴ renvoyait à la découverte, par la société qui était la leur, du fait qu'elle s'était libérée (croyait-elle) des seuils entraînant une telle cyclicité, le désintérêt subséquent pour ces phénomènes,

3 Et, comme notre société est particulièrement prodigue de tératologie, aux classiques deux faces du Janus bifide il conviendrait d'ailleurs de rajouter de multiples facettes ayant pour nom extinction des espèces (et notamment des pollinisateurs), épuisement des ressources aquifères, etc.

4 ABEL Wilhelm, *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur vom 13. bis zum 19. Jh.*, Berlin : Parey (Berichte über Landwirtschaft), 1935 ; traduction française : *Crises agraires en Europe (XIIe-XXe siècle)*, Paris : Flammarion (Nouvelle Bibliothèque Scientifique), 1973. POSTAN (Michael M.), « Die wirtschaftlichen Grundlagen der mittelalterlichen Gesellschaft », *Jahrbücher für Nationalökonomie*, 166, 1954, p. 180-205 (repris en version anglaise dans POSTAN (Michael M.), *Essays on Medieval Agriculture and General Problems of the Medieval Economy*, Cambridge : Cambridge University Press, 1973, p. 3-27). LE ROY LADURIE Emmanuel, « Les masses profondes: la paysannerie », in: BRAUDEL Fernand, LABROUSSE Ernest dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tome 1: *De 1450 à 1660*, volume 2: *Paysannerie et croissance*, Paris : P.U.F., 1977, p. 483-865.

et plus largement pour les économies préindustrielles, est lui l'effet de l'accoutumance à cette nature nouvelle de notre économie, que l'on n'aperçoit même plus. La « croissance » infinie dans un monde fini, « croissance » exponentielle qui plus est, est devenue naturelle, tant et si bien que l'on n'éprouve même plus la nécessité de s'émerveiller par contraste de la différence avec la stationnarité des économies cycliques préindustrielles ; au contraire, ces dernières, par leur incapacité à réaliser cette « nature » (contre-nature), ne nous apparaissent plus que comme un immense dysfonctionnement inutile à étudier (sauf à décidément s'intéresser aux *curiosae*), sinon pour savoir comment a été mis fin à cette hétéronomie aliénante de l'économie⁵.

En quoi, alors, l'étude du Moyen Âge (mais en fait de n'importe quelle civilisation préindustrielle) peut-elle être d'utilité ? En ce qu'elle rappelle combien le monde dans lequel nous avons vécu pendant un siècle et demi était étrange, combien sa « croissance » putativement sans limites était improbable, et combien le degré de développement matériel qui le caractérisait était exceptionnel, et non *sustainable*. Insister sur l'analogie, au niveau des forces productives, entre le Moyen Âge et notre monde, revient alors à porter notre regard moins sur le passé, que sur notre futur. En faisant apparaître comme une très temporaire illusion ce que nous avons pris pour les commencements d'une nouvelle ère infinie (souvenons-nous des récentes vaticinations sur « la fin de l'histoire »), l'analogie médiévale (ou moderne, ou extra-européenne : comme l'on voudra) permet de remettre dans sa juste perspective historique notre société ; ainsi, par exemple, peut s'apercevoir qu'à l'aune de leurs conséquences de long terme les innovations technologiques ayant permis l'utilisation des énergies fossiles (machine à vapeur puis moteur à explosion) n'auront été d'importance que par les catastrophes qu'elles engendrèrent – dues toutefois non à ces techniques elles-mêmes mais à l'utilisation irraisonnée qui en fut faite par le capitalisme. Finalement, ce que permet l'analogie avec les sociétés préindustrielles, c'est de prendre conscience qu'assurer la

5 Dans ce cadre, sauver la légitimité de l'étude de l'histoire médiévale et moderne ne peut passer que par la démonstration de la fausseté des thèses néo-malthusiennes, d'où la popularité de cette approche chez les historiens actuels de l'économie médiévale et moderne (cf. notamment EPSTEIN Stephen R., *Freedom and Growth : the rise of states and markets in Europe, 1300 - 1750*, London : Routledge (Routledge explorations in economic history ; 17), 2000 ; HATCHER John, BAILEY Mark, *Modelling the Middle Ages. Economic development in theory and practice*, Oxford : Oxford University Press, 2001).

stabilité durable d'un système social, sa reproduction au moins à l'identique, n'a rien d'une question triviale, et qu'à l'avoir considérée comme telle, à l'avoir ignorée donc parce que nous ne voulions plus considérer que la seule « croissance » comme digne de notre intérêt, nous ne sommes parvenus qu'à la rendre immaîtrisable. C'est s'apercevoir de même, corrélativement, qu'au contraire la notion de développement durable, pour ne pas être un franc oxymore, néanmoins joint deux termes largement contradictoires, ne saurait être simple adjonction d'un adjectif à une logique pour l'essentiel conservée mais au contraire renversement des priorités. L'analogie, alors, parce qu'elle sert aussi à pointer les différences entre ce que l'on compare, permet de s'interroger sur ce qui, des transformations extraordinaires qui ont caractérisé le monde contemporain, à la fois peut et doit être conservé, et comment – au hasard, la différence radicale, positive, et *sustainable*, entre le Moyen Âge et nous, tient-elle à notre capacité à nous déplacer comme d'ultra-rapides totos⁶ dans l'espace physique (voiture, avion, etc.), ou à nos moyens de traiter l'information (i.e. l'informatique) ? Bref, la réflexion sur l'analogie médiévale est ce qui pourrait nous permettre d'éviter que le brutal retour de bâton d'une nature oubliée, parce que nous l'anticiperions et le gérerions en fonction d'objectifs moins absurdes que la reproduction d'une civilisation qui n'est pas viable, ne se transforme en avènement d'un monde moins médiéval que moyenâgeux, « madmaxien ». La réflexion ainsi se déplace de la « croissance » vers le développement – notion beaucoup plus complexe – afin d'éviter une décroissance aussi brutale que celles connues à l'époque médiévale et moderne.

6 À moins que l'on ne préfère l'image de ces poulets qui continuent à courir avec ardeur bien qu'on leur ait coupé la tête.

II

L'analogie médiévale permet donc de constater le caractère hautement problématique de cette notion apparemment si évidente, et si évidemment positive, de « croissance ». Pour comprendre comment cette notion peut si facilement, et si involontairement, se renverser en son contraire, pour expliquer donc la cécité et le paradoxe qui lui sont propres, il est nécessaire de revenir sur ses caractéristiques spécifiques, déjà évoquées en introduction, soit le fait que cette notion potentiellement polymorphe a été rabattue sur la seule variation relative de la valeur ajoutée monétaire.

Je serai rapide quant au type de mesure (relative), non qu'il pose moins problème que la nature de ce qui est mesuré, mais parce que la difficulté qu'il présente est plus immédiatement visible. En effet, vouloir obtenir une croissance relative constante, but affirmé de nos sociétés qui se désolent dès qu'elles perdent 0.5 point de « croissance », ne revient à rien d'autre qu'à viser une croissance qu'il convient mathématiquement de définir comme exponentielle. Soit un but fort ambitieux, puisqu'il s'agit ni plus ni moins de l'infini – il ne faut donc pas aller chercher loin pour savoir par quoi l'on a remplacé un Dieu disparu. Et un but fort déraisonnable, dès lors que l'on reconnaît que l'on se situe dans un système caractérisé par des seuils (on m'accordera sans doute que l'œkoumène n'est pas infinie...), puisque par conséquence une croissance relative constante signifie que l'on se rapproche toujours plus rapidement du seuil indépassable⁷.

Graphique

Si les problèmes sont ici évidents, quoique fréquemment oubliés, il est par contre plus complexe de comprendre en quoi le caractère exclusivement monétaire de la mesure de la « croissance » fait difficulté. En effet, la monnaie est généralement présentée comme l'instrument par excellence de l'efficacité économique puisque, permettant de ramener des grandeurs de

⁷ Une façon plus intuitive d'exprimer cette notion est la célèbre « équation du nénuphar ». Soit un étang, dans lequel les nénuphars doublent chaque année la surface qu'ils occupent ; si l'on suppose un étang de 100m², et une surface initialement occupée par les nénuphars de 10cm², alors au bout de 5 ans seul un peu plus d'1% de l'étang sera recouvert par les nénuphars, qui au bout de 10 ans auront colonisé la moitié de la pièce d'eau, qu'en 11 ans ils auront entièrement recouverte.

différents ordres à un seul, elle permet de les comparer, et donc d'opérer rationnellement des arbitrages, c'est-à-dire cette allocation des ressources rares en quoi se définit l'économie. Il pourrait de ce fait paraître logique de mesurer, et de ne mesurer que, ce qui dans l'économie fait son efficience même.

Il est toutefois nécessaire de mettre deux bémols quant à la pertinence de la mesure monétarisée de la valeur, bémols qui ne valent d'ailleurs pas que pour la seule mesure de la « croissance ». D'une part, le fait de mesurer une activité par l'entremise d'indicateurs monétarisés aboutit à reproduire dans cette activité les biais qui peuvent affecter ces indicateurs ; ainsi la législation états-unienne imposait-elle aux banques d'affaires, du moins jusqu'à la crise actuelle, de comptabiliser leurs actifs à la valeur actuelle du marché, d'où l'emballement de leurs prêts lorsque ces actifs firent l'objet d'une bulle – ce qui contribua à renforcer celle-ci – puis l'effondrement et la disparition de ces banques lorsque la bulle finit par éclater. D'autre part se pose le problème de ce que l'on appelle les externalités, soit le fait qu'une bonne partie des conséquences d'un acte économique ne fait pas l'objet d'une mesure monétarisée, le plus souvent parce qu'elles ne le peuvent, puisqu'elles portent sur des biens dont la valeur est autre que monétaire (au hasard, des choses aussi futiles que l'air ou le bonheur) ; or, comme seul ce qui a une valeur monétaire entre dans le cadre de la mesure de « la croissance », une croissance de la valeur monétaire peut aisément s'accompagner, et s'accompagne le plus souvent, de la destruction de valeurs non monétaires, et ce dans des proportions qui peuvent s'avérer catastrophiques (voir par exemple le réchauffement climatique). On voit alors combien « la croissance » peut être une notion aussi problématique et paradoxale, et comment sa mesure peut réaliser l'exact contraire de ce qu'elle vise et prétend constater.

Pour autant, suffirait-il alors de se départir de cette mesure strictement monétaire de « la croissance » ? Nullement, car ce sont ici deux difficultés qui apparaissent. D'une part, les résistances seraient grandes parce qu'en dernière analyse si n'est mesurée la croissance que de la

seule valeur monétaire, c'est parce que celle-ci seule permet de générer du profit, qui est le pivot autour duquel s'organise toute notre économie. Si remise en cause il devait y avoir, elle ne pourrait donc affecter seulement l'instrument de mesure. D'autre part – pour autant que l'on veuille en rester à une compréhension quantitative de la croissance – encore faudrait-il savoir par quoi l'on remplacerait la mesure monétaire de la valeur, puisque toute autre mesure se révélerait encore plus partielle – et la combinaison de différentes mesures dans un même indice composite, telle que la réalise l'indice de développement humain (IDH), n'apparaît que comme un remède encore pire que le mal, puisque la pondération des différentes mesures y est purement arbitraire.

III

C'est ici que la comparaison avec le Moyen Âge peut nous être à nouveau utile, non pas certes pour nous fournir une solution clé en main, mais pour nous aider à prendre conscience de ce que, si nous sommes encore incapables d'apercevoir cette solution, néanmoins sa possibilité ne fait guère de doute.

La caractéristique propre au Moyen Âge qui rend dans ce cadre sa comparaison intéressante avec notre propre système économique réside dans la nature particulière de la monétarisation partielle qui prévaut à l'époque tardo-médiévale et moderne, soit l'omniprésence d'une valeur monétaire (la monnaie comme équivalent général, si l'on préfère) qui n'est pourtant pas la déterminante essentielle des mécanismes de production, circulation et consommation ; pour le dire autrement, si tous les objets ont une valeur d'échange, ils ne fonctionnent pas pour autant, le plus souvent, comme marchandises, c'est-à-dire que les arbitrages des agents relatifs à la production, la circulation ou la consommation de ces objets ne sont pas effectués en fonction de cette valeur d'échange mais en fonction de leur valeur d'usage. Pour le dire plus concrètement, si dans cette société tout, des moyens de production aux objets de consommation, mais aussi bien les objets sacrés et jusqu'au salut même (les reliques comme les indulgences se vendent), peut être ramené à sa valeur monétaire, ce sont bien pourtant les logiques d'autoproduction, d'autoconsommation, et de circulation non vénale qui y restent dominantes.

Pourquoi y a-t-il là plus qu'une curiosité passablement étrange, plus même que l'une des multiples figures possibles aux hommes pour régler leur rapport aux choses (et par là entre eux), mais bien une réalité dont la compréhension est essentielle à la science sociale ? Parce que cette science sociale n'est pas abstraite, mais est le fait de personnes dont l'horizon de compréhension est déterminé par un temps et un lieu précis : parce que la science sociale est née et s'est développée au sein du système capitaliste, soit le système où non seulement tendanciellement tout est doté d'une valeur monétaire, mais où par ailleurs celle-ci, et celle-ci seulement, oriente l'ensemble des

décisions dites économiques (et qui sont définies comme telles précisément en raison de ce qu'elles s'opèrent en fonction de la valeur monétaire). L'idéologie du capitalisme (de même que celle de tout autre système social) conçoit le système social dont elle est issue comme le meilleur possible, et pense les autres systèmes sociaux non comme des réalités *sui generis*, dotées de logiques, de contraintes et d'objectifs propres, mais sur le mode du manque par rapport à ce qui caractérise le capitalisme : comme des systèmes n'ayant pas encore atteint ce qu'atteindra le capitalisme. La science sociale (qui est l'une des facettes de l'idéologie du capitalisme) est donc parfaitement capable de penser des systèmes sociaux partiellement monétarisés, mais elle ne les pensera normalement que sur le mode du déficit, du non-encore-réalisé, de l'encore-imparfait, comme représentant donc une étape de l'évolution vers l'aboutissement que représente le capitalisme moderne ; plutôt que d'y voir des sociétés où l'argent joue un rôle inassimilable à celui qui est le sien dans le système capitaliste, assure une fonction propre⁸. Par conséquent, quelque partielle qu'elle puisse être, la monétarisation ne sera pensée que sous les espèces qui sont les siennes dans le capitalisme ; ainsi, notamment, le degré de monétarisation de l'expression de la valeur et le degré de détermination des pratiques dites économiques par la valeur monétaire seront considérés comme allant de pair, puisque dans le capitalisme la monétarisation des deux tend identiquement vers la complétude. Ceci d'autant plus que, la détermination des décisions d'allocation des ressources (dans la production, la circulation et la consommation) n'étant considérée comme rationnelle par l'idéologie capitaliste que lorsqu'elle s'effectue sur la base de la valeur monétaire (puisque elle seule permet, en assurant leur commensurabilité, de comparer des objets différents de manière à pouvoir arbitrer entre eux sur la base d'un calcul), le degré selon lequel les décisions « économiques » se règlent sur la valeur monétaire doit nécessairement être identique au degré de monétarisation de l'expression de la valeur – puisque comment supposer que l'on ait assuré la généralisation

8 Il est révélateur à cet égard de noter l'usage qui est fait, pour l'Antiquité, le Moyen Âge ou l'époque moderne, de termes tels que « proto-capitalisme », « bourgeois » ou « entreprise », qui y servent toujours à désigner des manifestations concrètement secondaires (mais rarement jugées telles !), dont les analystes considèrent (comme le montre l'usage même de ces termes) qu'elles réalisent *déjà* les logiques qui seront celles du capitalisme, dont elles constituent comme le noyau au sein d'une société qu'elles n'ont pas encore gagnée.

progressive d'un outil (la valeur monétaire étant comprise comme le moyen du calcul économique rationnel) sans que l'on se soit en même temps servi de cet outil ? Ainsi la science sociale, partant de son propre milieu, où valeur et décisions sont tendanciellement identiquement intégralement monétarisées, si elle est parfaitement capable d'envisager (sinon, le plus souvent, de réellement comprendre) des sociétés intégralement non monétarisées, de même que toutes les gradations entre ces deux états extrêmes, ne l'est toutefois qu'en tant qu'elle suppose que la gradation serait de façon identique celle de la monétarisation de la valeur *et* de ses répercussions sur les décisions d'allocation des ressources, parce que le décalage entre ces deux termes serait pour elle comme une impossibilité logique.

Or ce sont précisément ces certitudes apparemment logiques de l'idéologie capitaliste que le cas de la monétarisation tardo-médiévale et moderne vient mettre à mal puisque, si elle est monétarisation généralisée de l'expression de la valeur, elle n'est par contre pas monétarisation généralisée des décisions « économiques »⁹. On ne peut comprendre cette situation, où les agents n'auraient généralisé un guide (la valeur monétaire) que pour ne pas s'en servir, que si l'on admet, précisément, que la valeur monétaire n'est pas un guide comme naturel des décisions « économiques », l'instrument progressivement généralisé de la rationalisation de ces pratiques spécifiques que seraient les pratiques substantiellement « économiques », mais assure des fonctions réelles tout autres, qui tiennent bien plutôt à l'exercice de la domination. En effet, en dernier ressort, la cécité nécessaire de l'idéologie capitaliste quant à la possibilité même d'un décalage entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation de la prise de décision, quant au fait donc que la monétarisation de l'expression de la valeur n'est que la condition et non pas la cause de la monétarisation de la prise de décision, et une condition qui n'est que nécessaire et non pas suffisante, cette cécité tient en cela que l'adéquation même de ces deux termes est au principe et du

9 Ainsi, au niveau de la cellule de base de l'organisation de la production et de la consommation, soit le foyer rural, la logique déterminante reste-t-elle celle de l'auto-consommation (d'où une poly-activité contradictoire avec une logique de spécialisation et division du travail), ce qui n'empêche nullement les ruraux de connaître précisément le prix de chacune de leurs productions, dans la mesure où ils en commercialisent les surplus.

mécanisme de la ponction propre au capitalisme, et d'une partie de la dynamique de cette ponction¹⁰, c'est-à-dire de « la croissance ». En effet, la ponction capitaliste s'opérant comme survaleur, c'est-à-dire comme rapport entre deux valeurs d'échange, il est nécessaire à la fois que le plus grand nombre de biens voient leur valeur exprimée monétairement, *et* que les décisions relatives à ces biens se fassent en fonction de cette valeur d'échange et non de leur valeur d'usage ; il est donc nécessaire que la valeur monétaire des biens soit concrètement mise en œuvre dans les décisions qui se rapportent à eux, afin par ce biais de créer de la survaleur par la confrontation de décisions relatives à la valeur d'échange de biens distincts. Qu'il y ait là une dimension fondamentale pour le capitalisme, et pour sa dynamique, se peut voir à travers deux exemples inverses, soit d'une part l'extension permanente que connaît la sphère de l'expression monétaire de la valeur, extension qui ne vise qu'à un élargissement du champ des décisions prises en fonction de la valeur d'échange des choses¹¹, et d'autre part la lutte farouche menée contre les pratiques qui utilisent en fonction de leur valeur d'usage des objets créés en fonction de leur valeur d'échange¹². Or c'est précisément ce lien entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions dont la monétarisation tardo-médiévale et moderne vient montrer le caractère contingent ; par là se retrouve dévoilée la fonction de la valeur monétaire dans le système capitaliste, le fait qu'elle a pour objet de rendre possible la ponction mais de telle façon que celle-ci soit masquée (puisque le rapport entre les êtres qu'est la ponction se trouve transformé en rapport entre des valeurs d'échange), et c'est donc précisément ce masque qui tombe puisque le lien entre monétarisation de l'expression de la valeur et monétarisation des décisions n'apparaît plus comme nécessaire, mais comme socialement produit. La capacité de la monétarisation spécifique à la fin du

10 J'appelle ponction tout rapport social inconscient par le biais duquel un agent bénéficie du fruit de l'activité productive d'un autre, au détriment de ce dernier. La notion est identique à celle de surtravail.

11 Une bonne illustration récente de ce phénomène est la création des « permis de polluer » négociés sur le « marché du CO₂ ».

12 On pensera ici aussi bien à ce qui est appelé « piratage » (et qui n'est que le partage d'objets dont le partage n'amointrit pas la valeur d'usage), qu'au logiciel libre, version légale de ce phénomène (mais néanmoins combattue, notamment par le biais des brevets logiciels), puisqu'il ne faut jamais oublier que les principaux contributeurs au développement des codes source sont rémunérés, c'est-à-dire ont réglé leur activité productive en fonction de sa valeur d'échange.

Moyen Âge et à l'époque moderne à dévoiler un mécanisme fondamental de la logique capitaliste ne se borne par ailleurs pas à être négative, c'est-à-dire à montrer par le simple fait qu'elle existe le caractère contingent de la logique de la monétarisation capitaliste ; en effet, la monétarisation que j'appelle seigneuriale permet aussi bien directement de montrer que la monétarisation, derrière la diversité des formes sous lesquelles elle se réalise dans le féodalisme et dans le capitalisme, identiquement a pour fonction d'assurer la ponction puisque, si dans le capitalisme la ponction passe par le rapport entre deux valeurs d'échange, par contre dans le système seigneurial elle naît de la confrontation d'une valeur d'usage et d'une valeur d'échange (plus exactement, d'une production effectuée comme valeur d'usage et d'une circulation réalisée en fonction de la valeur d'échange)¹³. Et c'est précisément ce nécessaire décalage dans le mode d'existence des objets (c'est-à-dire dans le type de valeur qui devait guider les décisions relatives à ces objets) qui permet de comprendre les caractéristiques propres de la monétarisation seigneuriale, soit le fait que tout avait une valeur monétaire, mais que celle-ci ne guidait qu'une partie des pratiques.

On le voit, les caractéristiques spécifiques prises par la monétarisation dans le système seigneurial permettent, au delà de l'intérêt propre que présente leur compréhension, d'une part de renforcer les analyses relatives à un mécanisme fondamental du capitalisme, et d'autre part de les généraliser en hypothèses relatives aux fonctions de la monnaie qui soient valides pour une pluralité de systèmes sociaux ; par là, on atteint un degré réel de généralité, au rebours de cette fausse généralisation, idéologique, que représente la rétrojection des logiques propres au capitalisme (« la croissance » par exemple) sur des systèmes autres, rétrojection où l'histoire se rabaisse au rang d'une téléologie à visée naturalisante, qui au déploiement progressif de l'Idée hégélienne substitue

13 Si la production est effectuée comme valeur d'usage dans le cadre d'exploitations paysannes autoconsommatrices, néanmoins elle fait (pour partie) l'objet d'une circulation organisée en fonction de sa valeur d'échange, ce en raison de la contrainte du prélèvement seigneurial (soit parce que, prélèvement en argent, il oblige les tenanciers à vendre une partie de leur production, soit parce que, prélèvement en nature, il donne aux seigneurs le contrôle de stocks qu'ils commercialisent), prélèvement seigneurial qui, parce qu'ainsi il structure la circulation en fonction de la valeur d'échange, est en mesure de la faire fonctionner comme ponction en faveur des dominants. Cf. [Julien Demade, « Du prélèvement à la ponction : temps du prélèvement et marché des denrées », in : Bourin \(Monique\), Martínez Sopena \(Pascual\) dir., *Pour une anthropologie du prélèvement seigneurial dans les campagnes médiévales \(XIe-XIVe siècles\). Les mots, les temps, les lieux*, Paris : Publications de la Sorbonne \(Histoire ancienne et médiévale, 91\), mai 2007, p. 321-342](#) ; et surtout Julien Demade, *Essai sur les modes de ponction féodaux. Du servitium aux transactions monétaires sur les denrées*, à paraître.

celui du profit capitaliste, dont la perfection même se prouve par la force des obstacles dont il a dû triompher. L'étude de la fin du long Moyen Âge présente donc, sous cet aspect de la monétarisation, un double avantage heuristique : elle permet, à propos d'une réalité essentielle, de dépendre la science sociale de l'idéologie de son milieu, et ce faisant lui rend possible une approche objective aussi bien de son propre milieu, que de ses autres objets. À cette utilité de nature intellectuelle, la référence faite en passant, au cours de l'analyse, à deux phénomènes contemporains (le réchauffement climatique, et le mouvement libriste), semble autoriser d'y adjoindre une utilité de nature politique. En effet, réfléchir sur un monde tardo-médiéval et moderne où les logiques de production, de distribution et de consommation ne sont pas essentiellement orientées en fonction de la valeur monétaire ne manque pas de faire écho avec ce que nous commençons à voir réapparaître (sous des formes concrètes complètement différentes, celles de l'anti-économie du savoir), et avec ce dont nous avons de toute urgence besoin. En effet, il n'est désormais plus possible d'ignorer que l'omnipotence de la valeur monétaire sur nos décisions, le capitalisme donc, mène à la catastrophe, comme le montre la triple crise, financière, écologique et énergétique dont nous commençons à ressentir les conséquences, triple crise qui peut finalement se résumer à l'indispensable remise en cause radicale de « la croissance » monétairement comprise (soit la tendance caractéristique, et inévitable, du capitalisme, dont la reproduction ne peut s'opérer que comme reproduction élargie), « croissance » qui n'apparaît ainsi plus que comme un mécanisme de destruction de valeur non monétaire, et comme un mécanisme de destruction tout court (jusques et y compris, à terme, de la valeur monétaire). Mais il s'agit là plus que d'une vague analogie, dans la mesure où la monétarisation propre au système seigneurial montre qu'il est parfaitement possible de vivre dans un monde, tel que le nôtre, où toute valeur a tendanciellement une expression monétaire, et où pourtant cette valeur monétaire ne soit pas déterminante, où elle ne soit qu'un mode parmi d'autres d'expression de la valeur et donc de régulation des pratiques, parce qu'elle n'est correctement adaptée qu'à certaines d'entre elles ; s'il serait sans doute illusoire de supposer que la

monétarisation de la valeur qui caractérise notre société pourrait (afin de mettre par là fin à la monétarisation des décisions) être effacée d'un trait de plume, ou même seulement considérablement restreinte dans ses champs d'application, l'exemple du système seigneurial montre que ce n'est pas forcément une condition nécessaire pour parvenir à déprendre nos pratiques de l'obsession monétaire, et qu'il est donc bien une voie de sortie possible, dont la monétarisation tardo-médiévale indique la *forme* si elle n'en renseigne pas les modalités (qui ne peuvent bien sûr être celles du système seigneurial, ce qui ne serait ni possible ni, plus encore, souhaitable). Ainsi s'ouvre la possibilité du développement, qu'il devient urgent de substituer à une « croissance » qui n'apparaît plus que comme un cruel contre-sens.